

ROYAUME DU MAROC



MINISTÈRE DE LA RÉFORME DE
L'ADMINISTRATION ET DE LA
FONCTION PUBLIQUE



CDL-UD(2017)035
Or. fr

**COMMISSION EUROPEENNE POUR LA DEMOCRATIE PAR LE DROIT
(COMMISSION DE VENISE)**

en coopération avec

**LE MINISTÈRE DE LA RÉFORME DE L'ADMINISTRATION ET DE LA
FONCTION PUBLIQUE DU ROYAUME DU MAROC**

**Séminaire régional pour les hauts cadres de l'administration
UniDem Med**

**“PREVENTION DE LA CORRUPTION ET PROMOTION
DE L'INTEGRITE DANS LE SERVICE PUBLIC :
EXPERIENCES PARTAGEES”**

**Centre International de Conférences
Skhirat, Maroc**

25 - 28 septembre 2017

MECANISMES INSTITUTIONNELS DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

par

**M. Jean-Pierre BUEB
(Expert indépendant, France)**



**PREVENTION DE LA CORRUPTION ET PROMOTION
DE L'INTEGRITE DANS LES SERVICES PUBLICS**

RABAT – 25-28 SEPTEMBRE 2017

**DES INSTANCES SPECIALISEES POUR LUTTER
CONTRE LA CORRUPTION**

Dr. JEAN-PIERRE BUEB

Le service spécialisé est-il le bon outil pour combattre la corruption ?

- Le service spécialisé est l'un des éléments d'une stratégie globale de lutte contre la corruption
 - Cela impose de décider ce que l'on veut combattre par priorité : la Corruption, le Blanchiment, le Crime Organisé...
- Le service spécialisé est donc un **Moyen** et non un **Objectif**
 - C'est un outil qui doit être **efficace et conforme aux besoins**
 - Qui est concerné ? Criminels, élites, fonctionnaires...
 - A quoi l'opinion publique est-elle le plus sensible ?
 - Que nous imposent les organisations internationales ?
- Une **grande diversité de solutions**

Tenir compte des moyens disponibles

- Le service doit être **adapté aux spécificités** du contexte national
- Une **démarche** à suivre :
 - Mesurer la capacité d'action des organismes existants
 - Mesurer la perception de ces organismes par la population
 - Créer, utiliser ou renforcer le service adapté aux objectifs à atteindre
- En fin de compte : **Obtenir l'adhésion du public** et changer son état d'esprit

Surtout : Avoir le courage de limiter ses ambitions

1 - Le service « Classique »

- C'est un service de **LUTTE**
- Contre la délinquance économique et financière
- Rattaché à la Police ou à la Justice
- Reçoit l'aide de spécialistes (impôts, banques...)

LES DEFIS

- Définition trop large ou trop étroite de la corruption par la Loi
- Moyens dont il dispose pour enquêter
- Condamnations : directement (un procureur fait partie du service) ou transmission à la Justice (classique ou spécialisée)

EXEMPLES

- **En Allemagne** : des procureurs spécialisés aidés par des équipes de spécialistes travaillent dans des « unités spéciales » créées au niveau régional. Ces unités sont parfois aidées par la « *task force anti-corruption* » (Bavière et Schleswig-Holstein) formée de fonctionnaires (police et impôts) et par des unités spéciales chargées de la confiscation des biens et propriétés (qui comprennent des employés des banques) ainsi que par l'état major central de lutte contre le crime organisé.
- **En France** : des juges et des enquêteurs spécialisés sont regroupés dans les « pôles économiques et financiers » qui sont chargés de la plupart des enquêtes dans ce type de crimes.
- Des **organismes similaires** existent en Finlande, Islande, Portugal... (rattachés à la police) ainsi qu'en Espagne, Grèce, Hongrie, Irlande, Slovaquie, Suède...(rattachés au ministère de la Justice).

2 - Service « Crime Organisé »

- Service de **LUTTE**
- Contre le Crime Organisé et le Blanchiment
- Utilise les méthodes des services secrets (filatures, écoutes...)
- Enquête sur les mouvements de fonds et les profits illicites
- Aidé par des spécialistes

LES DEFIS

- Danger pour les enquêteurs (ils peuvent être assassinés !)
- Méthodes parfois contestées par la Justice
- Domaine limité au crime organisé (la lutte contre la corruption est accessoire)
- Peu d'échanges d'informations avec les autres services (secret)

EXEMPLES

- **Au Pérou**, le danger est tellement important que les unités spécialisées utilisent les mêmes méthodes que les services secrets.
- **Au Pays Bas**, après le constat de l'incapacité des services d'enquête à coopérer », 25 unités régionales de police furent créées. Elles sont chargées d'enquêter sur les profits acquis illégalement et sur les mouvements de fonds correspondants. Ces unités sont aidées par les différents départements ministériels et par des personnes issues du milieu des affaires ou de l'université.
- Des **organismes similaires** existent en Azerbaïdjan, en Croatie, Géorgie, Pologne, Turquie...

3 «Échanges d'informations»

- Mise en commun des informations existantes
- Échanges entre «agences» nationales ou « internationales »
- Échanges entre : Douanes, Impôts, Sécurité Sociale, Unités anti-drogue...
- Possibilité de confiscation des biens ou de gel des transferts de propriété

LES DEFIS

- Quantité et qualité des échanges
- Les services ou agences doivent être très performants
- Confiscation ou gel des transferts seulement sur décision de Justice

EXEMPLES

- **En Grande Bretagne**, une entité a été mise en place pour créer et faire fonctionner un système d'échange d'informations entre « agences » aux niveaux national et international.
- **En Irlande**, un bureau des biens acquis de manière illégale a été créé pour que puissent collaborer et échanger leurs informations : les services des douanes, des impôts, de la sécurité sociale, de l'unité anti-drogue de la garde nationale. Ce bureau possède, en outre, la possibilité de geler les transferts de propriétés et de confisquer les biens concernés par les enquêtes.

4 - Formation et Information du public

- Objectif : la corruption n'est plus acceptée comme une fatalité
- Films, tracts, annonces, commentaires après condamnations...
- Cours de formation dans les écoles et universités
- Sensibilisation sur les risques de mise en cause de la responsabilité personnelle

LES DEFIS

- Formation à la Pédagogie
- Rôle des médias qui jugent avant la Justice et avant les procès (et manquent de preuves)
- Formation dès la maternelle (problème de moyens)
- Relais à prendre par les familles (non évident)

EXEMPLES

- C'est à **Hongkong** que le premier service chargé de former et d'informer la population a été créé. Une partie des hommes du service de lutte contre la corruption (**ICAC**) est chargée d'élaborer des films publicitaires pour montrer les dangers et les méfaits de la corruption. Ces mêmes personnes assurent des formations dans les écoles et les universités afin de prévenir les risques de corruption.
- Le même travail est effectué en **Corée** au **Venezuela** et en **Lettonie**.
- Ces services espèrent arriver à changer les mentalités et espèrent que la corruption ne pourra plus, après leurs messages, être acceptée aussi facilement par la population.

5 - Service de Prévention

- Collecte des informations et Étude des mécanismes de corruption
- Identification des situations à risques (cartographie des risques)
- Formation des personnes (codes de conduite et de déontologie)
- Avis préalable sur des textes (lois, décrets, règlements...)
- Aide aux enquêteurs et aux juges sur les investigation à faire

LES DEFIS

- Travail trop théorique ?
- Protection de l'anonymat des informateurs
- Manque de confiance de la Justice qui doit demander l'aide du service de prévention et ne le fait que rarement
- Manque de confiance des politiques

EXEMPLES

- Il n'existe que très peu de services chargés exclusivement de la prévention de la corruption.
- **En France**, le plus ancien était le Service Central de Prévention de la Corruption (SCPC), il est devenu depuis mars 2017 l'Agence Française Anticorruption qui peut mener des enquêtes
- **Slovénie et en Albanie** : mêmes missions que le SCPC et, en outre : proposer au Gouvernement l'élaboration de la stratégie nationale et proposer des modifications aux textes législatifs existants ou en projet de manière à prendre en compte la nécessité de lutter contre la corruption (travail effectué aussi en **Géorgie**)
- Ces trois services ont vu leur indépendance clairement affirmée

CONCLUSION

- Il n'y a pas de modèle unique
- Tout dépend des circonstances et des caractéristiques locales
- Tout dépend de l'objectif fixé au départ dans la stratégie
- Tout dépend aussi des moyens disponibles (personne n'a pu copier Hongkong faute de moyens : 2.500 agents dont 1.400 spécialistes pour une ville de 7 millions d'habitants)

Ne pas oublier que pour réussir il faut simultanément

combattre la corruption

prévenir la corruption

Former et informer la population

MERCI POUR VOTRE ATTENTION

Jean-Pierre BUEB